



LAÏCITÉ

Laïcité, diversité, solidarité

Reconnaître les héritages intellectuels et culturels, et protéger la liberté de conscience

Les attentats de l'automne 2020 ont ravivé le débat sur la laïcité en France et rouvert la porte à des propositions et projets de lois aussi émotionnels que liberticides. Des textes qui alimentent les préjugés à l'encontre des religions en général et de l'Islam en particulier. Dans ce contexte, et face aux attaques et aux faux débats qui appauvrissent la pensée, nous voulons rappeler ici notre profond attachement à l'un des piliers de notre République : la liberté de conscience.

L'écologie s'inscrit dans un cadre qui ne nie pas les héritages spirituels des religions. Les écologistes, en effet, sont attachés à la reconnaissance de l'identité, qu'elle soit religieuse, sexuelle, sociale... Nous refusons les simplifications manichéennes opposant universalisme et multiculturalisme comme nous défendons l'intersectionnalité des luttes, car cela est nécessaire à la réalisation de l'idéal universel. Nous pensons une société française libre, égale, fraternelle dans toute sa diversité. De la même façon, nous luttons contre l'interprétation du mot laïcité conçu comme un combat contre les religions. Dans un mouvement fédéraliste, l'approche différente de la question de la sécularisation et de la laïcité chez nos voisins européens alimente aussi notre réflexion. Les modèles de coopération sont nombreux et la France fait figure d'exception, même, s'il faut le rappeler, cette séparation ne s'applique pas sur tous les territoires français. Et pourtant, la liberté de conscience y est partout garantie.

La loi de 1905 est un pilier du vivre ensemble de la nation française. Elle donne le droit de croire ou de ne pas croire, de pratiquer ou de ne pas pratiquer sa religion, elle donne le droit à la différence dans la communauté de la République. Sans jamais citer le mot, cette loi marque la victoire d'une conception de la laïcité sans concession mais modérée, libérée du pouvoir religieux, mais qui se défie aussi des extrémismes anticléricaux. Le problème du débat sur la laïcité depuis une trentaine d'années en France est qu'il a glissé d'un combat entre l'État et l'Église catholique en tant qu'institution à une critique de plus en plus directe de la place de l'Islam dans notre pays. Nous condamnons évidemment l'islamisme politique et la violence des actions qu'il promeut.

Lutter contre les fanatismes et défendre le vivre-ensemble

Nous défendons la liberté de conscience, la laïcité ne peut en aucun cas être utilisée pour exclure une partie de nos concitoyen·ne·s de la communauté nationale. La frontière entre laïcité et laïcisme pourrait paraître ténue. Elle est pourtant fondamentale. L'urgence est donc autant à la vigilance contre les fanatismes qu'à la lutte contre toutes les discriminations et contre le nationalisme laïque, qui ne peuvent que conduire au repli identitaire et la fracturation de notre démocratie.

Quand les services publics disparaissent, d'autres occupent le vide. Des associations culturelles politiquement organisées ont parfois occupé ce vide, et nous en payons toutes et tous le prix aujourd'hui. La rupture de la promesse républicaine est le poison dont se nourrissent aujourd'hui ceux qui ont fait de la stigmatisation des musulmans leur fond de commerce. L'inclusion républicaine ne peut se faire qu'avec un égal accès à l'éducation, à la santé, au logement... partout sur le territoire. **Pour prévenir les fanatisations, l'État dispose d'ores et déjà de moyens juridiques pour lutter contre les dérives sectaires et l'apologie de la violence, mais peine à appliquer la loi.** Plutôt qu'une production en urgence de lois en réaction, il faut donner les moyens adaptés pour lutter dans les espaces où sévissent ces dérives, notamment sur les réseaux sociaux. Nous devons en parallèle renforcer les partenariats dans la formation des prédicateurs, et le contrôle des fonds qui financent la construction d'établissements religieux. Plutôt que fermer des mosquées, plutôt que démolir, nous voulons réparer, protéger et construire avec toutes celles et ceux qui aspirent à être « *heureux comme Dieu en France* » selon l'expression yiddish qui célébrait l'émancipation des juifs par la Révolution française et le bonheur de vivre dans ce pays qui les mettait à l'abri de la persécution. Plutôt qu'un prétexte de violence sociale, faisons de la laïcité un outil de paix civile. C'est ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être.